

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 11 JUILLET 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION N° 22/408 CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA COMMUNE DE SIX-FOURS- LES-PLAGES - PROJET URBAIN D'AMENAGEMENT D'UNE VOIE DE LIAISON ENTRE L'AVENUE DE LA MER (RD 559) ET L'AVENUE JOHN KENNEDY (RD63) - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Yannick CHENEVARD.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/408

BUREAU DU 11 JUILLET 2022

**O B J E T : CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE
D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE TPM ET LA
COMMUNE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES - PROJET
URBAIN D'AMENAGEMENT D'UNE VOIE DE LIAISON
ENTRE L'AVENUE DE LA MER (RD 559) ET L'AVENUE
JOHN KENNEDY (RD63) - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.2422-12 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au
Président et au Bureau,

CONSIDERANT que la Métropole TPM a la volonté de mener à bien un projet
urbain de création de voie entre l'avenue de la Mer (RD 559) et l'avenue John
Kennedy (RD 63) avec busage du ruisseau Augias,

CONSIDERANT qu'afin d'optimiser les investissements publics et de limiter la gêne pour les usagers et les riverains, la Ville de Six-Fours-les-Plages souhaite dans le même temps procéder à l'extension de son réseau d'eau brute implanté sous la voie concernée,

CONSIDERANT que depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Toulon Provence Méditerranée exerce, en lieu et place de ses communes membres, en application de l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), les compétences en matière de création, d'aménagement et d'entretien de voirie mais aussi de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires,

CONSIDERANT que l'aménagement projeté, au regard de la consistance des travaux réalisés, concerne dès lors deux maîtres d'ouvrages, la Commune et la Métropole TPM,

CONSIDERANT que dans un souci de cohérence d'ensemble des aménagements envisagés, la Métropole TPM et la Commune de Six-Fours-les-Plages décident de conclure une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage, en application de l'article L.2422-12 du Code de la Commande publique, pour la mise en œuvre d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les travaux et la détermination de l'enveloppe financière prévisionnelle de ce projet urbain,

CONSIDERANT que la Métropole TPM ne percevra pas de rémunération pour ces missions qui s'effectueront donc à titre gratuit,

CONSIDERANT que le coût total des travaux d'eau brute, part à la charge de la Ville de Six-Fours-les-Plages, s'élève à 15 248,40 € TTC, le financement de ces travaux sera effectué exclusivement par la Ville sur la base des dépenses réelles selon les modalités suivantes :

- une avance de 25% du montant TTC du marché à la notification de celui-ci pour le marché de travaux,
- paiement des sommes dues TTC sur présentation des différentes situations au-delà des 25% d'avancement du marché, révisions de prix et pénalités éventuelles comprises,
- règlement du solde à l'établissement du DGD, en fonction du coût réel des travaux et des prestations réalisées, intégration faite des révisions de prix et pénalités éventuelles,

Les sommes dues seront versées dans un délai de 30 jours suivant la réception de la demande,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention ci-annexée.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires à la pose du réseau d'eau brute seront inscrits au Budget Principal 2022 de la Métropole TPM, à l'article 45816, opération 70166.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 11 juillet 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0

DEPARTEMENT DU VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

SIX-FOURS-LES-PLAGES, le 14 Octobre 2021



MAIRIE DE
SIX-FOURS-LES-PLAGES
DIRECTION GENERALE DES SERVICES
Coordination des actions
liées au développement durable

Tél : 04 94 34 94 51

N/Réf : LQ/LC 21 003

BORDEREAU D'ENVOI

Monsieur Hubert FALCO
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Hôtel de la Métropole
107 Bd Saint Henri Fabre
CS 30536
83 041 TOULON cedex 9

Arrivée au Service Courrier le :

18 OCT. 2021

TPM N°

NATURE DE L'ENVOI	OBJET	NOMBRE
Convention signée de M. Le Maire de Six-Fours-Les-Plages	– Transfert de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de pose d'un réseau d'eau brute entre l'avenue de la Mer (RD559) et l'avenue John Kennedy (RD63)	2ex

Veuillez trouver ci-joint la convention, citée en objet, signée par M. Le Maire de Six-Fours-Les-Plages.

Merci de nous retourner un exemplaire signé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Laetitia Quilici

**CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE
POUR LES TRAVAUX DE POSE D'UN RESEAU PUBLIC D'EAU
BRUTE ENTRE L'AVENUE DE LA MER (RD559) ET L'AVENUE
JOHN KENNEDY (RD63)**

ENTRE

La Ville de Six-Fours-Les-Plages représentée par Monsieur Jean-Sébastien VIALATTE
Maire de Six-Fours, dûment habilité par délibération du conseil municipal en date du
29 Septembre 2021

Ci-après dénommée la Ville,

D'UNE PART

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur
Hubert FALCO, dûment habilité par décision du bureau communautaire en date du
.....,

Ci après dénommée « TPM » et « la Métropole »,

D'AUTRE PART

PREAMBULE

Par décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée, la Métropole est compétente en matière
d'assainissement et d'eau potable et a donc la charge de la totalité des interventions
relatives à l'assainissement collectif et non collectif à l'eau potable et, notamment les
travaux sur ces réseaux.

La ville a conservé quant à elle, la compétence de construction et d'entretien de son
réseau d'eau brute.

Il a été planifié par la Métropole des travaux de busage du ruisseau Augias, du
dévoisement des réseaux d'eau potable et d'assainissement, des branchement individuels
et la réalisation de la couche d'assise de la future voie de liaison entre l'avenue JF

KENNEDY et l'avenue de la Mer sur le territoire Métropolitain de l'antenne de Six Fours les Plages.

Dans un souci de coordination et de rationalisation des travaux sur la voie publique, la Ville souhaite dans le même temps procéder à l'extension de son réseau d'eau brute implanté sous les voies concernées.

Afin d'assurer la cohérence, mais également la coordination des interventions, d'optimiser les investissements publics et de limiter la gêne pour les riverains et les usagers, les deux parties décident que la Métropole réalise pour le compte de la Ville les ouvrages d'eau brute et désignent TPM maître d'ouvrage unique de l'opération.

L'intervention de la Métropole s'effectuera conformément aux dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 (loi MOP) et notamment de son article 2, alinéa II, modifié par l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004.

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles la Ville transfère à la Métropole, la maîtrise d'ouvrage des travaux d'extension du réseau d'eau brute.

Article 2 : Attributions de la Métropole

En sa qualité de maître d'ouvrage unique, la Métropole assume à compter du transfert toutes les attributions et responsabilités attachées à cette fonction et met en œuvre les règles qui lui sont applicables.

Pour ce qui concerne les travaux cités à l'article 1, la Métropole exerce l'intégralité des missions de maîtrise d'ouvrage et notamment celles de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 dite « loi MOP ».

La Métropole est notamment habilitée à passer les marchés publics d'études et de travaux nécessaires à la réalisation des travaux.

Article 3 : Définition et réalisation des travaux

Les travaux d'eau brute consistent à la pose d'une conduite d'eau brute et des ouvrages annexes sur la totalité de l'emprise des travaux.

La Métropole informera la Ville, du nom des attributaires, de la date de notification des

marchés et du montant des offres retenues pour la part eau brute pour le marché de travaux liés à cette opération.

Article 4 : Réalisation des travaux

La réalisation des travaux est soumise aux dispositions des articles L-115-1 et L-114-11 du code de la voirie routière.

La Ville aura le droit de suivre l'exécution des travaux. Elle aura en conséquence le libre accès aux chantiers. Au cas où elle constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution, elle devra le signaler à la Métropole, par écrit, dans le délai de huit jours.

La Ville sera destinataire des comptes rendus de réunion de chantier.

Article 5 : Réception des travaux - remise des ouvrages réalisés

La Ville participe aux différentes phases des opérations préalables et de réception des travaux.

Elle formulera ses observations éventuelles qui seront consignées au Procès Verbal. Celles-ci ne pourront porter que sur les travaux relatifs à l'eau brute mais elle sera informée de tous travaux pouvant avoir des incidences sur ses propres réseaux.

La décision de la Métropole, maître d'ouvrage désigné de l'opération, de réceptionner les travaux, entraîne de plein droit la remise à la Ville des ouvrages réalisés pour son compte.

Quitus de sa mission ne sera donné à la Métropole qu'en l'absence de réserves et, si réserves il y a, qu'après levée de l'ensemble desdites réserves faite d'un commun accord entre maîtres d'ouvrage concernés.

Toutes les pièces afférentes aux travaux réalisés seront transmises à la collectivité dans un délai qui ne saurait excéder deux mois à compter de la date d'intervention de la décision de réception.

Article 6 : Dispositions financières

La mission de maîtrise d'ouvrage confiée à la Métropole par la présente convention est assurée à titre gratuit.

La Ville s'engage à supporter uniquement l'ensemble des dépenses relatives à la réalisation des travaux définis à l'article 3 pour la part eau brute.

Les coûts prévisionnels sont les suivants :

Pour l'exécution des travaux

Coût prévisionnel total (eau potable + assainissement + eau brute) : 1 338 178,90 € HT, soit 1 605 814,68 € TTC

→ part eau brute, à la charge de la Ville : 12 707 € HT soit 15 248,40€ TTC

→ part eau potable et assainissement, à la charge de la Métropole : 1 325 471,90€ HT, soit environ 1 590 566,28€ TTC

Les montants indiqués ci-dessus ne tiennent pas compte de la formule de révision des prix des marchés initiaux correspondant.

La participation définitive sera arrêtée au coût réel des travaux et des prestations réalisés.

La Métropole s'engage à respecter l'enveloppe financière définie précédemment. Dans le cas de sujétions techniques imprévues ou dans le cas où des éléments nouveaux les rendraient nécessaires, des ajustements pourront être proposés par chacun des membres au plus tard un mois avant la fin des travaux. Ces ajustements feront l'objet d'un avenant à la présente convention avant que TPM ne les mette en œuvre, après accord de la ville.

Article 7 : Modalités de règlement

Le financement des études et des travaux sera effectué sur la base des dépenses réelles.

S'agissant d'une opération pour compte de tiers, la Ville s'engage à :

- verser à la Métropole une avance de 25% du montant TTC du marché à la notification de celui-ci pour le marché de travaux,
- payer les sommes dues TTC sur présentation des différentes situations au-delà des 25 % d'avancement du marché, révisions de prix et pénalités éventuelles comprises,
- régler le solde à l'établissement du DGD, en fonction du coût réel des travaux et des prestations réalisées, intégration faite des révisions de prix et pénalités éventuelles.

La Ville versera à la Métropole les sommes dues, dans un délai de 30 jours suivant la réception de la demande.

En cas de désaccord entre la Métropole et la Ville sur le montant des sommes dues, la Ville mandate, dans le délai ci-dessus, les sommes qu'elle a admises. Le complément éventuel est mandaté après règlement du désaccord.

En fin d'opération, le mandatement du solde interviendra au plus tard dans les deux mois suivant le quitus donné par la Ville à la Métropole.

Article 8 : Responsabilité et droit des tiers

D'une façon générale, les droits des tiers sont réservés ainsi que tous les droits de la Ville non prévus par la présente convention.

La Métropole ne saurait se prévaloir de la présente convention pour s'exonérer de sa responsabilité à l'égard des tiers.

La Métropole sera responsable de tous les dommages qui pourraient résulter des travaux qu'elle a effectués dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage désigné. Néanmoins, faute d'avoir signalé à la Métropole ses constatations d'erreur de conception, d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations lors de la réception, la Ville ne pourra ultérieurement mettre en cause la responsabilité de la Métropole dans l'exercice des missions prévues à la présente convention.

La Ville sera subrogée à la Métropole pour exercer les recours ouverts vis-à-vis des entrepreneurs, prestataires et fournisseurs par la législation en vigueur sauf pour ce qui concerne la levée des réserves et les désordres ressortissant de la garantie de parfait achèvement.

La Métropole s'engage à informer les entrepreneurs, les prestataires et les fournisseurs, de cette subrogation et de leur en imposer l'acceptation.

La Métropole sera tenue de contracter une assurance couvrant l'ensemble de ces risques.

Article 9 : Durée de la convention

La présente convention prendra fin à l'achèvement des garanties contractuelles.

Article 10 : Résiliation

La présente convention pourra être résiliée, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque l'une des parties ne respecte pas ses obligations.

En cas de résiliation, il sera procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par la Métropole en qualité de maître d'ouvrage désigné. Ce constat fera l'objet d'un procès verbal qui précisera en outre les mesures conservatoires que la Métropole doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indiquera enfin le délai dans lequel la Métropole devra remettre l'ensemble des dossiers à la Ville.

En cas de résiliation pour quelque cause que ce soit, la Ville rembourse à la Métropole les sommes avancées pour son compte sur présentation de justificatifs. Les conséquences indemnitaires de la résiliation des marchés ainsi que les frais exposés dans le cadre d'éventuels contentieux seront partagés entre les deux parties en fonction de la part relative de leurs marchés.

La présente convention pourra également être résiliée en cas de non commencement des travaux dans un délai de 2 ans à compter de la signature de la convention.

Article 11 : Contentieux

Tout litige inhérent à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

Article 12 : Légalité

La présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au contrôle de légalité et notification aux parties. Elle est rédigée en DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX remis respectivement à la METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE et à LA VILLE DE SIX-FOURS-LES-PLAGES.


Fait à Six-Fours-Les-Plages, le ...8 Octobre 2011

Pour la Ville de Six-Fours-Les-Plages,

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Jean-Sébastien VIALATTE


Jean-Sébastien VIALATTE
Député honoraire
Maire de Six-Fours-Les-Plages
Vice-Président de la Communauté d'Agglomération
Toulon Provence Méditerranée

Hubert FALCO

